

CORÉE DU NORD : L'IMPOSSIBLE DÉNUCLÉARISATION

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheur Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes

RÉSUMÉ

Des années 1990 à 2016, la Corée du Nord a développé un programme d'armes de destruction massive, balistique et nucléaire, que ni les offres de négociations multilatérales sous l'égide des États-Unis ou de la Chine, ni les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies n'ont su endiguer. Cette note de recherche revient sur les conditions politiques et techniques dans lesquelles s'est inscrite cette démarche d'acquisition nord-coréenne. Elle met en relief la constance du régime, l'investissement consenti mais également le coût diplomatique du programme avec l'isolement grandissant du pays. Elle souligne également la mutation idéologique du régime puisque le nucléaire est passé d'outil de négociation à celui d'une arme de dissuasion, jusqu'à devenir l'unique source de légitimité du pouvoir. C'est dire qu'il a acquis une dimension stratégique et politique difficilement négociable et laisse peu d'espace à l'ouverture d'un dialogue avec la communauté internationale.

C'est dans ce contexte que le cinquième essai nucléaire nord-coréen du 9 septembre 2016¹ suscite un débat de fond, porteur de nouvelles tensions régionales, où dominent les interrogations suivantes : faut-il prendre au sérieux la menace nucléaire brandie par Kim Jong-un ? Si oui, les sanctions restent-elles l'outil le plus efficace pour la contenir ? Enfin, la garantie de sécurité américaine fonctionne-t-elle toujours ?

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Le nucléaire nord-coréen, de la prolifération à la dissuasion | 2 |
| Le dilemme de sécurité nord-coréen | 2 |
| La construction d'un « nationalisme nucléaire » nord-coréen | 2 |
| Le <i>byungjin</i> et le primat idéologique du nucléaire | 3 |
| Quelles perspectives stratégiques pour l'Asie du Nord-Est | 3 |
| Progression de la menace nucléaire <i>versus</i> fuite en avant du régime | 3 |
| L'alliance américano-sud-coréenne à l'épreuve | 4 |
| L'effet perturbateur de l'introduction du THAAD (Terminal High Altitude Area Defense) en Asie du Nord | 4 |
| Conclusion | 5 |

LE NUCLÉAIRE NORD-CORÉEN, DE LA PROLIFÉRATION À LA DISSUASION

Sur ces trente dernières années, la conjonction de facteurs externes et internes a dessiné les contours d'une « diplomatie nucléaire » nord-coréenne de plus en plus affirmée. Il en ressort une vision des relations internationales basée sur les rapports de force et une profonde méfiance envers le monde extérieur. À ce jour, aucun accord de négociation n'a pu être signé et la politique de sanction n'a contribué qu'à renforcer le nationalisme autarcique du régime.

Le dilemme de sécurité nord-coréen

Adeptes de la *realpolitik*, Kim Il-sung et son fils Kim Jong-il ont utilisé le nucléaire comme un outil de négociation destiné à leur faire gagner du temps. L'ambition est alors de construire des réacteurs de recherche, de mettre en place une filière d'enrichissement de plutonium à usage militaire et de développer un programme de missiles balistiques. La première crise nucléaire en 1994 voit la mise en place d'une structure spécifique, la KEDO², chargée de la construction de deux réacteurs à eau légère. Il s'agit de répondre aux besoins énergétiques de Pyongyang en échange du démantèlement des installations nucléaires de Yongbyon. Toutefois, l'Accord-cadre (ou Accord de Genève) signé à cet effet ne verra pas de mise en œuvre réelle. De part et d'autre, le déficit de confiance est grand : Kim Jong-un refuse de communiquer l'inventaire de sa production de plutonium, tandis que les membres de la KEDO, au premier rang desquels les États-Unis, font preuve d'attentisme, en estimant que le régime, menacé par une grave famine, peut s'écrouler d'un moment à l'autre. La construction des réacteurs promis ne débute qu'en 2002 et le projet est abandonné en 2006, alors que Pyongyang procède à son premier essai nucléaire souterrain.

Ce déficit de confiance et le « dilemme de sécurité » nord-coréen conduiront également à l'échec du cadre de négociations dit des « Pourparlers à six », créé en 2003³, en dépit de la forte implication chinoise. Sans doute rendu inquiet par l'invasion de l'Irak et la chute de Saddam Hussein, le régime nord-coréen a cherché à réduire la menace représentée par les États-Unis en acceptant le principe de négociation, tout en poursuivant ses efforts dans l'acquisition d'une dissuasion crédible. Or, ses moyens conventionnels sont largement dépassés et ses capacités chimiques et balistiques n'offrent qu'une garantie de sécurité limitée. Par ailleurs, au plan interne, Kim Jong-il doit raffermir les bases du « contrat social » nord-coréen⁴.

La construction d'un « nationalisme nucléaire » nord-coréen

Au-delà d'un impératif de sécurité, la possession de l'arme nucléaire a constitué un important facteur de légitimation interne pour le régime de Kim Jong-il, alors que faute de réforme économique, la Corée du Nord s'enfonce dans le sous-développement. En effet, le régime ne peut satisfaire les besoins les plus élémentaires de sa population, qui reste confrontée au quotidien à de multiples pénuries (nourriture, électricité, médicaments, moyens de transport)⁵. Idéologiquement, la possession de l'arme nucléaire, qui permet de maintenir à distance la superpuissance américaine et la Corée du Sud, est un sujet de fierté nationale. Elle est largement exploitée par la propagande interne qui dénonce sans relâche la « menace » militaire américaine.

L'essai nucléaire de 2006 peut ainsi se lire comme un défi lancé à l'administration Bush soupçonnée, après l'invasion de l'Irak et l'exécution de Saddam Hussein, de vouloir faire de même avec la Corée du Nord et son dirigeant. Le fait est qu'après avoir critiqué l'administration Clinton et l'échec de l'Accord-cadre de 1994, le gouvernement Bush a adopté une ligne dure (gel des avoirs nord-coréens à l'étranger). Cela s'est traduit par le refus de toute négociation de 2001 à 2006 tant que Pyongyang récusait le principe d'un désarmement complet, permanent et vérifiable. L'essai de 2006 change la donne et voit l'administration américaine s'efforcer d'adopter une ligne politique plus conciliante avec la négociation d'un accord sur le retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme et l'octroi d'une conséquente aide alimentaire. Ceci n'a pas dissuadé la Corée du Nord d'effectuer un second essai nucléaire en 2009 pour tenter d'obtenir le même niveau de concession de l'administration Obama. Cette dernière, en adoptant une approche qualifiée de « patience stratégique », entend maintenir un minimum de pression en rejetant toute concession ou dialogue sans le préalable d'avancée concrète en matière de dénucléarisation. Cependant, il n'y a eu ni diminution de la menace nord-coréenne, ni dialogue.

La multiplication des sanctions elle-même a contribué à renforcer le nationalisme nucléaire du régime. Les sanctions économiques et financières américaines amorcées sous George W. Bush, ou celles adoptées via le Conseil de sécurité des Nations unies, se sont heurtées à la résilience du régime et à ses capacités d'adaptation. De plus, elles ont renforcé la mainmise de la Chine sur les ressources minières de Pyongyang arrimant un peu plus les deux pays, dans une alliance d'opportunisme réciproque. En effet, si Pékin ne souhaite pas d'une Corée du Nord nucléaire à sa porte, elle redoute un effondrement brutal du régime et avec elle une instabilité durable de la péninsule et des provinces de son Nord-est (Liaoning, Jilin et Heilongjiang)⁶.

Le *byungjin* et le primat idéologique du nucléaire

L'arrivée de Kim Jong-un à la tête du pays voit le statut du nucléaire s'institutionnaliser, tandis que le régime cherche à renforcer les capacités opérationnelles de son ordre de bataille balistique et nucléaire par des campagnes de tir accélérées⁷. **Inscrit dans la constitution du pays, le nucléaire devient progressivement un marqueur identitaire.** S'attaquer au nucléaire revient donc à s'attaquer au régime lui-même.

Le quatrième essai nucléaire du 6 janvier 2016, suivi par le nouveau tir d'un satellite masquant celui d'un missile balistique, **confirme cette prépondérance.** Un embryon de doctrine de dissuasion prend corps, dont l'essentiel réside dans la capacité à tenir à distance la menace américaine dans une logique du « faible » au fort. **Le 7^e congrès du Parti des travailleurs de Corée du Nord tenu en mai 2016 voit** ainsi Kim Jong-un définir les lignes politiques de sa future action⁸ à travers le **développement parallèle du nucléaire et de l'économie dite politique du *Byungjin***⁹. Pour autant, une contradiction apparaît dans les objectifs poursuivis. En effet, **vouloir maintenir le développement de l'arme nucléaire ne peut que nuire à la modernisation de l'économie**, tant le régime de sanctions constitue un frein à toute coopération avec le monde extérieur alors que Pyongyang a besoin de capitaux, de transferts de technologies et de savoir-faire. Les soutiens manquent et la Chine elle-même a dû se plier au cadre des sanctions imposées par la résolution 2270, prise après l'essai nucléaire de janvier 2016, en restreignant ses importations de minerais nord-coréens (charbon, fer, titane et terres rares). Or, 80% du commerce nord-coréen se fait avec la Chine, notamment *via* la ville frontalière de Dandong.

QUELLES PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR L'ASIE DU NORD-EST ?

Le cinquième essai nucléaire, point d'orgue d'une campagne de tirs menée à un rythme soutenu depuis deux ans, et la demande de reconnaissance du statut de puissance nucléaire qui a suivi **confortent la posture de défi du régime nord-coréen.** Il renvoie l'image d'un dirigeant qui se sent en position de force et **qui n'entend rien négocier avec une administration Obama finissante**, si ce n'est lui renvoyer l'échec de sa politique de sanctions et l'effet pervers du renforcement de la coopération militaire avec la Corée du Sud¹⁰.

Progression de la menace nucléaire versus fuite en avant du régime

Le programme nord-coréen paraît arriver à un tournant. À ce stade, que sait-on ?¹¹

- La Corée du Nord procède à son premier essai nucléaire le 9 octobre 2006. Quatre autres ont eu lieu en 2009, 2013 et 2016. Les deux derniers, soit ceux des 6 janvier et 9 septembre 2016, ont été les plus puissants, atteignant respectivement 6 à 8 kilotonnes et 8 à 10 kilotonnes. Contrairement aux revendications du régime, il s'agit d'armes nucléaires classiques, à fission, et non d'armes thermonucléaires.
- Le pays pourrait disposer de six à huit charges nucléaires opérationnelles et il devrait chercher à en produire le plus grand nombre en tentant de les intégrer sur une grande diversité de vecteurs.
- Jusqu'à présent, les Nord-coréens n'ont pas réussi à miniaturiser suffisamment leurs armes atomiques pour les intégrer dans la tête d'un missile balistique. La multiplication des campagnes de tirs de missiles depuis deux ans et les dernières déclarations de Pyongyang indiquent cependant que cette hypothèse n'est plus à exclure.

- La technique de lancement et les capacités des missiles balistiques nord-coréens (IRBM) n'apparaissent pas totalement maîtrisées mais connaissent des progressions.

Les tirs de deux missiles balistiques intercontinentaux à partir de sous-marins soulignent la progression de la menace nord-coréenne. Si le tir du 9 juillet 2016 s'est révélé peu concluant, celui du 24 août suivant a vu le missile parcourir environ 500 km en direction du Japon, ce qui constitue une indéniable avancée. Si cette capacité se confirme, elle fait monter d'un cran la nature de la menace nord-coréenne car Pyongyang pourrait étendre sa dissuasion au-delà de la péninsule. Par ailleurs, le recours à une plateforme sous-marine laisse entendre que **Pyongyang chercherait à se constituer une « capacité de seconde frappe »** dans l'éventualité d'une attaque contre ses bases militaires¹².

L'alliance américano-sud-coréenne à l'épreuve

Parallèlement aux sanctions, le resserrement stratégique de la relation entre Washington et son allié sud-coréen a souhaité répondre aux inquiétudes de Séoul tout en offrant un cadre d'action susceptible de renverser l'effet déstabilisant des initiatives nord-coréennes. Toutefois, l'option militaire reste dangereuse à utiliser. **Les États-Unis sont pris entre deux impératifs** : d'une part, le souci de **marquer clairement leur engagement politico-militaire** et la crédibilité du Traité de sécurité signé en 1953 avec Séoul ; d'autre part, la nécessité de **ne pas générer d'escalade militaire**. L'exercice est ardu et les États-Unis craignent d'y perdre le contrôle de leur allié. **La présidente Park elle-même a dû intervenir fermement** face à un débat naissant, y compris au sein de son propre parti, **sur l'intérêt pour la Corée du Sud de considérer l'acquisition de l'arme nucléaire** afin de restaurer une parité stratégique jugée en danger¹³. Craignant surenchère et dérapages verbaux des milieux nationalistes sud-coréens, Washington a fait savoir que ni l'acquisition d'une capacité nucléaire autonome par Séoul, ni le redéploiement d'armes nucléaires américaines sur le sol sud-coréen n'étaient des moyens fiables pour garantir la sécurité du pays¹⁴.

Avec le Nord, la tenue d'exercices conjoints dont les scénarios pointent clairement une situation de crise autour de la péninsule **provoque à chaque fois un cycle de nouvelles tensions**. Il en est de même des plans opérationnels préparés à titre prospectif par le Commandement américain en Corée. Parmi eux, l'OPLAN 5029 qui projette de désarmer l'armée nord-coréenne et de réunifier la péninsule sous la houlette du Sud en cas d'effondrement de la Corée du Nord. Ces plans sont perçus comme autant de menaces par Pyongyang qui y voit les préparatifs d'une invasion. En 2012, les États-Unis ont autorisé la Corée du Sud à allonger la portée de ses missiles balistiques de 300 à 800 km, ce que Pyongyang a perçu comme une « autorisation » de proliférer à ses dépens. Ces éléments persuadent Kim Jong-un que **l'alliance américano-sud-coréenne** travaille par tous les moyens – notamment militaires – à l'effondrement du régime, ce qui l'incite à **des prises de risque dont on ne perçoit pas les limites, alors que tous les canaux de discussion sont suspendus**. Tout porte à croire que les essais vont se poursuivre car **Pyongyang veut acquérir rapidement des capacités opérationnelles**.

L'effet perturbateur de l'introduction du THAAD (Terminal High Altitude Area Defense) en Asie du Nord

L'annonce faite en juillet dernier de la **mise en place prochaine par la Corée du Sud et les États-Unis du système de défense antimissile américain THAAD** voit à son tour l'alliance américano-sud-coréenne prise au piège de la surenchère stratégique. **Le débat** centré sur la menace nucléaire nord-coréenne **tend à se déplacer** insidieusement en suscitant des discussions **sur un agenda américain caché vis-à-vis des puissances chinoises et russes**. Washington avait déjà annoncé le renforcement de sa défense antimissile en Alaska en mars 2016 à la suite de menaces de Pyongyang évoquant une attaque nucléaire « préventive » du territoire américain. Mais cette fois, il s'agirait d'un déploiement à la périphérie de la Chine. Or, alors que le renforcement des sanctions est en cours de discussion au sein du Conseil de sécurité, il est important de maintenir un minimum de cohérence de vue sur les objectifs à atteindre entre les principaux protagonistes. Pour autant, **la partie américaine a publiquement réfuté l'idée que le THAAD puisse être négocié avec la Chine en contrepartie de son soutien sur le vote de nouvelles sanctions** envers la Corée du Nord¹⁵.

Kim Jong-un estime pouvoir compter sur le soutien actif de la Chine comme de la Russie, qu'il sait hostiles à l'introduction de ce système en Asie du Nord. Longtemps différé par Séoul, qui ne voulait pas sacrifier sa relation

avec la Chine, le projet, présenté comme dirigé essentiellement contre la menace nord-coréenne, aurait pour effet de porter atteinte à la crédibilité stratégique des forces nucléaires chinoises. **Par ailleurs, il pourrait ouvrir la voie à une coopération politico-militaire inédite entre Séoul et le Japon et contribuer à ébaucher les contours d'un triangle stratégique Washington-Séoul-Tokyo**, susceptible de modifier les équilibres régionaux, ce que la Chine ne peut accepter et qu'elle s'emploiera à empêcher¹⁶. **La détérioration de la relation sino-américaine**, notamment au sujet de la mer de Chine du Sud, comme le soutien sans faille des États-Unis à son allié japonais dans le différend qui oppose Pékin et Tokyo sur les Iles Senkaku/Diaoyu **ne permettent pas un dialogue apaisé**. Une fois de plus, la Corée du Nord est la pomme de discorde d'un face-à-face de plus en plus tendu entre Pékin et Washington¹⁷. Toutefois Pyongyang y trouve une garantie de sécurité indirecte avec un soutien chinois et russe renouvelé qu'elle s'emploiera à exploiter.

CONCLUSION

Quelle réponse apporter au nucléaire nord-coréen ? Faut-il renouveler l'approche technique adoptée jusqu'ici en renforçant les sanctions pour assécher les ressources économiques qui alimentent les programmes d'armes nord-coréens ? Faut-il s'en tenir à un diagnostic politique et convenir que c'est bien la nature totalitaire du régime qu'il faut combattre pour mettre fin à la menace nucléaire qu'il génère ? Sur ce dernier point, on notera que le rapport Kilby sur la situation des droits de l'homme en Corée du Nord¹⁸ n'a pas débouché sur les actions évoquées par les rapporteurs, dont la saisine de la Cour pénale internationale.

En dépit de débats incessants sur leur portée réelle¹⁹, **il ne faut pas se méprendre sur le bilan stratégique des négociations menées et des sanctions** développées à l'encontre de la Corée du Nord. En effet, ces actions de la communauté internationale **ont permis de neutraliser les aspects les plus négatifs de la menace nord-coréenne** :

- **la prolifération nord-coréenne a été contenue**, il n'y a pas eu de transfert de technologie sensible vers des pays tiers ou des acteurs non étatiques²⁰ ;
- la garantie de sécurité américaine vis-à-vis des alliés sud-coréen et japonais est restée crédible ;
- **une crise majeure a été évitée**.

Aussi, ces initiatives doivent être maintenues, leur cadre renforcé et les moyens d'investigation du Comité de suivi des sanctions mis en place contre la Corée du Nord augmentés²¹. En l'état actuel des choses, **il est important de travailler rapidement au renforcement de la résolution 2270** adoptée en début d'année suite au quatrième essai nord-coréen. Le contexte des élections présidentielles américaines pourrait en effet ouvrir une période de flottement propice à de nouvelles provocations nord-coréennes.

La collaboration avec la Chine demeure à cet égard capitale mais reste empreinte d'une grande ambiguïté. La presse internationale s'est ainsi fait l'écho d'une coopération sino-américaine pour sanctionner les dirigeants d'une entreprise chinoise, la *Dandong Hongxiang Industrial Development Company Limited*, accusée de transfert de composants pouvant servir au programme d'armes nord-coréens. Les commentaires du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, déclarant que la Chine s'opposait à tout pays utilisant des lois nationales pour exercer une « juridiction au bras long » contre des individus chinois, révèlent les limites de cette coopération. **La Chine se montre ainsi réticente à étendre le champ des sanctions tout comme à accepter un format de négociation qui inclurait le Japon et la Corée du Sud dans les discussions du Conseil de sécurité**.

Pour autant en dehors du renforcement de la résolution 2270, **des pistes nouvelles peuvent être explorées : une plus grande attention aux activités du réseau diplomatique nord-coréen**, source de nombreux trafics pourrait s'avérer productive, notamment en Afrique. De la même façon, **le refus d'importer des travailleurs nord-coréens**, nombreux dans les pays du Golfe, pourrait priver le régime de sources de revenus appréciables et l'isoler davantage.

Toutefois, ces actions, qui visent à maintenir la pression sur la Corée du Nord et à lutter contre une « banalisation » de son comportement, ne doivent pas se substituer à la recherche d'un dialogue par la communauté internationale, et ce même si le régime ne montre pour l'instant aucune ouverture. Au contraire, la stratégie poursuivie par Kim Jong-un

souligne une application particulière à convaincre des capacités opérationnelles du programme nucléaire nord-coréen comme des priorités politiques poursuivies, à savoir **la reconnaissance du statut d'Etat doté et de l'existence d'une force de dissuasion crédible. Ceci laisse peu d'espace à des négociations** sauf si la communauté internationale s'accorde à reconnaître l'intérêt d'une démarche progressive. A court terme, celle-ci viserait à amener la Corée du Nord à des négociations « *a minima* », afin, dans un premier temps, d'obtenir de Pyongyang l'engagement de geler ses programmes balistiques et nucléaires et celui de ne pas proliférer.

À plus long terme, il est prévisible que les discussions sur la dénucléarisation soient plus complexes. **Ceci implique, au-delà de la signature du traité de paix longtemps demandé par le régime nord-coréen, l'octroi de sérieuses garanties de sécurité de la part des États-Unis.** Ceux-ci se sont engagés à retirer leurs armes nucléaires tactiques du territoire sud-coréen en 1991 mais accordent la protection de leur parapluie nucléaire à la Corée du Sud et au Japon. On le voit, **la perspective d'une dénucléarisation de la Corée du Nord apparaît complexe car Pyongyang voudra la placer dans le cadre global d'une péninsule exempte d'armes nucléaires et inclure dans la discussion les engagements nucléaires américains dont bénéficient Séoul et Tokyo.**

Notes bibliographiques

¹ Jonathan D. Pollack, « [What makes this North Korean nuclear test different](#) », *Brookings*, 9 septembre 2016 ; Siegfried Hecker, « [What to make of North Korea's latest nuclear test](#) », *38th North*, 12 septembre 2016.

² Korean Peninsula Energy Development Organization qui rassemble les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon. On notera que les États-Unis s'engageront à fournir du pétrole pendant la durée de la construction des réacteurs.

³ Forum de discussion rassemblant les six États riverains concernés par les activités nucléaires de Pyongyang : États-Unis, Corée du Sud, Japon, Russie, Chine et Corée du Nord. Les États-Unis y adhèrent d'autant plus volontiers qu'ils souhaitent éviter le piège d'un face-à-face bilatéral Pyongyang-Washington et veulent inciter la Chine à s'impliquer davantage.

⁴ Andrei Lankov, *The Real North Korea: Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*, Oxford University Press, 2013.

⁵ Marianne Péron-Doise, « [Corée du Nord : l'impossible transition](#) », *Politique Étrangère*, 4/2005, p. 110.

⁶ Lee Kil-seong, « [China's Trade with North Korea Surges in August](#) », *Chosun Ilbo*, 23 septembre 2016.

⁷ L'espoir provoqué par la signature du « Leap Day Deal » en février 2012, visant un gel du programme nucléaire en échange d'aide humanitaire, retombera rapidement.

⁸ Kim Jong-un, « [Discours à l'occasion du 7^e congrès du Parti des travailleurs de Corée du Nord](#) », Maison de la culture de Pyongyang, 6-7 mai 2016.

⁹ Ruediger Frank, « [Can North Korea prioritize nukes and the economy at the same time](#) », *Global Asia*, 9:1, 2014, p. 38-42.

¹⁰ Daryum Ji, « [North Korea pledges to pursue its nuclear program to the end](#) », *NK News*, 10 septembre 2016.

¹¹ Chaim Braun *et al.*, *North Korea Nuclear Facilities after the Agreed Framework*, Stanford University, 2016 ; Kelsey Davenport, « [Who has what at a glance](#) », *Arms control Association*, août 2015.

¹² John Schilling, « [North Korea's SLBM program progresses but still long road ahead](#) », *38th North*, 26 août 2016.

¹³ Lee Byong-Chul, « [Preventing a nuclear South Korea](#) », *38th North*, 16 septembre 2016.

¹⁴ Korea Times, « [South Korea needs no nuclear weapons](#) », 23 septembre 2016.

¹⁵ David Brunnstrom, « [US official says Thaad not negociable in North Korea sanctions push](#) », *Reuters*, 22 septembre 2016.

¹⁶ « [Seoul invites strategic catastrophe as Thaad threats more than Pyongyang](#) », *Global Times* 8 août 2016.

¹⁷ Marianne Péron-Doise, « [L'éternel retour de la défense antimissile en Asie du Nord-Est](#) », *The Conversation*, 16 août 2016.

¹⁸ Rapport de la Commission d'enquête des Nations unies sur la Corée du Nord dirigé par le juriste australien Michael Kilby, rendu public le 7 février 2014.

¹⁹ Bernt Berger, « [Sanctions against North Korea: a tricky dilemma](#) », *ISSUE Brief n°23*, 9 juillet 2015.

²⁰ La vente de missiles ou le transfert de technologies sensibles vers le Pakistan, l'Iran et la Syrie s'avèrent être d'importantes sources de revenus potentiels pour le régime, qui s'adonne par ailleurs à de multiples trafics (fausse monnaie, drogues, contrebande de cigarettes).

²¹ Conseil de sécurité des Nations unies, [Mesures de sanction imposées par la résolution 1718](#), 13 décembre 2006.

Pour aller plus loin

D. Pollack Jonathan, *No Exit: North Korea, Nuclear Weapons and International Security*, Routledge, 2011.

Kwon Heonik et Chung Byung-Ho, *North Korea: Beyond Charismatic Politics*, Rowman and Littlefields, 2012.

Cha Victor, *The impossible State: North Korea, Past and Future*, Harpers Collins, 2012.

Buszysnki Leszek, *Negotiating with North Korea, the Six Party Talks and the Nuclear Issue*, Routledge, 2013.

Office of Defense Secretary, rapport du Congrès, *Military and Security Developments Involving the Democratic People's Republic of Korea*, 2015.

Pons Philippe, *Corée du Nord, un État-guérilla en mutation*, Gallimard, 2016.

Braun Chaim et al., *North Korea Nuclear facilities after the Agreed Framework*, Stanford University, 2016.